

En raison des perturbations des réseaux sociaux, votre quotidien en ligne "Malikilé" vous informe que la rubrique « Lu sur la toile » ainsi que la publication du journal sur facebook, whatsapp et tweeter seront momentanément interrompues. Nous vous remercions de votre compréhension. La rédaction

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 13 JUILLET 2020

645

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Manifestations, répression et tueries /
l'empire s'écroule ! Crise politique,
répression policière, arrestations
arbitraires. Des partenaires du régime
s'indignent, protestent et se démarquent...**



IBK lâché par ses soutiens : des « acteurs hybrides » quittent le navire



Le régime tue le Mali va de mal en pis !



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Manifestations, répression et tueries : l'empire s'écroule ! Crise politique, répression policière, arrestations arbitraires. Des partenaires du régime s'indignent, protestent et se démarquent...	P.4
Brèves	Tiefing Sissoko Ph. D : «Brandir son stylo pour le progrès»	P.7
	Tragédie au Mali : Des manifestants aux mains nues pris d'assaut par les forces de l'ordre	P.7
	Discours du président IBK : Réaction de Cheick Oumar SISSOKO	P.7
	Communiqué de Presse N°006/AMDH sur la crise Post-électorale du Mali. Bamako, le 12 Juillet 2020	P.8
	Manifestations et violences au Mali : L'appel au calme de l'imam Mahmoud Dicko	P.8
	Crise sociopolitique : La contestation contre «IBK» prend de l'ampleur au Mali	P.9
	Soumeylou Boubèye Maiga après le discours d'IBK : "Dommage qu'il ait fallu des morts pour prendre une décision qui s'imposait d'elle-même"	P.9
	Terrorisme : Le groupe État islamique a recours à des enfants soldats au Sahel	P.9
	Arrestations et bilan des échauffourées : Choguel Kokalla Maïga, Issa Kaou N'Djim, Ben «le Cerveau», imam Oumar Diarra interpellés, une dizaine de manifestants tués	P.10
	Mairie de la Commune II : Le personnel sans salaire depuis 4 mois	P.10
Actualité	Conseil d'Administration de la SOMAGEP-SA : Un bilan en hausse !	P.12
	Sécurité sous régionale : Que reste-t-il du G5-Sahel ?	P.13
	Enquête sur les assassinats à Fana : De 2018 à 2020, 13 personnes arrêtées, dont 4 femmes	P.14
Politique	Désobéissance civile à Bamako : Paralysie totale !	P.15
	Mouvement du 05 juin : De la colère à l'épreuve de force	P.17
	Mali : Quand le PARENA joue à l'équilibriste	P.18
	IBK lâché par ses soutiens : des « acteurs hybrides » quittent le navire	P.19
	Le régime tue le Mali va de mal en pis !	P.21
Culture & société	Entretien avec Fatoumata Keita, promotrice de "Figura Editions: J'ambitionne de donner plus de visibilité aux ouvrages maliens et africains"	P.23
International	Procès Khalifa Sall : Le juge Tèliko reconnaît une erreur...	P.25
	Paris : Le collectif pour la transition en Guinée exige le départ d'Alpha Condé	P.26
Sport	Le DNI recommande l'arrêt de toute expropriation des terrains de jeu de la jeunesse : Une mesure qui enchante les Super Lionnes de Hamdallaye	P.28



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Manifestations, répression et tueries / l'empire s'écroule ! Crise politique, répression policière, arrestations arbitraires. Des partenaires du régime s'indignent, protestent et se démarquent...

Le régime du président Ibrahim Boubacar Keïta ne tiendrait plus sur aucune assise solide. Et pour cause : honni et vomé par le peuple malien dans son écrasante majorité, éclaboussé de dedans comme de dehors par les crimes de sang dont il s'est rendu coupable

en tirant à balles réelles sur des maliens désarmés, le régime IBK se voit isolé tous les jours, mêmes ses alliés s'indignent aujourd'hui et protestent... Du PARENA de Tiébilé Dramé à la CODEM de Housseini Amion Guindo, en passant par l'ASMA-CFP de l'ancien Premier mi-

nistre Soumeylou Boubéye Maiga, ou encore de l'ARP de Tiéman Hubert Coulibaly, tous se démarquent du régime sanguinaire du Président IBK ! L'empire du « roi sans souci » va inéluctablement vers sa perte !



Le PARENA exige la libération des leaders arrêtés...

Enfin, Tiébilé Dramé, à travers son parti, le PARENA, est sorti de son silence, non pas pour se constituer en avocat du régime IBK ou pour lui jeter des fleurs, mais pour énergiquement déplorer et condamner les récents événements survenus dans notre pays suite à la crise politique née des revendications du M5-RFP et dont la principale est la démission de son employeur, disons de son ex-employeur IBK !

En effet, dans une déclaration rendue publique dimanche, le parti du Bélière blanc a exprimé sa vive inquiétude sur la dégradation de la situation politique dans notre pays, avec son corollaire de violences qui ont entraîné des pertes en vies humaines, et appelle le régime à ses responsabilités ! Le parti condamne l'usage excessif de la force et les tirs à balles réelles contre des manifestants, présente ses condoléances émues aux familles endeuillées, et souhaite prompt rétablissement aux blessés. Le PARENA déplore en outre « le détournement des missions de la Force Spéciale anti-terroriste (FORSAT) », tout en regrettant les débordements de la manifestation du 10 juillet ayant conduit à l'occupation de la cour des studios de la radio et de la télévision publiques, ainsi que le saccage des bureaux de

l'Assemblée Nationale qu'il condamne. Attaché au respect de l'ordre constitutionnel, le PARENA déclare avoir très tôt perçu les risques déstabilisateurs des résultats de la Cour Constitutionnelle et prône le rétablissement des résultats proclamés par le Ministère de l'Administration Territoriale.

Partisan de la résolution de la crise née des dernières législatives par le dialogue dans le respect des libertés démocratiques fondamentales, et inquiet de la tournure prise par les événements, « le PARENA recommande : 1-La libération des leaders de la contestation interpellés les 10 et 11 juillet ; 2-L'ouverture immédiate d'un dialogue avec le M5-RFP pour négocier une sortie de crise en vue du retour à la stabilité et de la conduite, dans le consensus, des réformes politiques et institutionnelles ; 3-Le retrait immédiat de la FORSAT du dispositif de maintien de l'ordre ; 4-L'ouverture d'une enquête indépendante pour situer la responsabilité des morts et des violences des 10 et 11 juillet ; 5-Suite à la dissolution de la Cour Constitutionnelle, la nomination de neuf nouveaux juges par le Président de la République en s'appuyant sur les pouvoirs que lui confère la constitution ; 6-Le respect du cadre démocratique, républicain et constitutionnel ».

Enfin, le parti lance un vibrant appel aux forces politiques et sociales, à la société civile du Mali à inscrire toutes leurs actions dans le

cadre de la constitution et à tout faire pour éviter que le pays ne sombre à nouveau dans le chaos (comme en 2012) que les ennemis ne manqueraient pas d'exploiter !

Comme on le voit, sans porter de gans, le PARENA de Tiébilé Dramé dit ses quatre vérités au régime. Le PARENA ne souhaite donc pas voir le Président tourner en rond quant au sort de la nouvelle Cour Constitutionnelle. IBK doit prendre ses responsabilités et user des pouvoirs que lui confère la constitution pour désigner les 9 juges de la nouvelle Cour. En d'autres termes, le PARENA ne souhaite pas voir un Moussa Timbiné, qui manque de toute légitimité, désigner un quelconque juge pour siéger dans la nouvelle Cour Constitutionnelle ! Ne faut-il pas dans ces conditions avoir le courage de demander la dissolution pure et simple de l'Assemblée nationale.

Autres vérités crues du PARENA : le détournement des missions de la FORSAT à des fins politiques sur fond d'usage excessif de la force, le retrait immédiat de cette force du dispositif de maintien de l'ordre et la contradiction apportée au Président IBK, qui se voit ainsi sommé de dialoguer avec les acteurs du M5-RFP, qu'il a pourtant qualifié de « casseurs » et de « démolisseurs » de la chose publique... Sacré IBK !

La CODEM exige le limogeage du Premier ministre Boubou Cissé, la dissolution de l'Assemblée Nationale et la formation d'un gouvernement de consensus

« La Convergence pour le Développement du Mali « CODEM » est profondément préoccupée, par la situation socio politique que notre pays traverse en ce moment », note-t-on dans une déclaration publiée dimanche par ce parti qui a toujours été un partenaire du régime. La CODEM de Housseini Amion Guindo regrette le fait que ces événements aient occasionnés plusieurs morts, des blessés et des dégâts matériels importants, et présente, en cette douloureuse circonstance, ses condoléances les plus attristées aux familles des victimes tout en souhaitant prompt rétablissement aux blessés. Le parti condamne les atteintes aux biens publics et privés ainsi que l'usage disproportionné de la force.

Le parti dénonce : « Considérant l'adresse à la nation du Président de la République en date



des 09 et 11 juillet 2020 dans laquelle il s'est engagé d'user de tous ses pouvoirs pour apaiser le climat sociopolitique, nous rappelons que parmi l'un de ses pouvoirs figure la dissolution de l'Assemblée Nationale et non une partie de l'Assemblée Nationale par quelques manèges que ce soit. CODEM demande la libération des personnes arrêtées et la démis-

sion du premier ministre Dr Boubou Cissé pour donner tout son sens et sa chance au consensus. CODEM rappelle qu'elle ne participera pas à un gouvernement non consensuel en l'état».

Soumeylou appelle IBK à aller beaucoup plus loin en crevant l'abcès né des

élections législatives...

En réaction au discours du 11 juillet du Président IBK, l'ancien Premier ministre, qui fut également Secrétaire Général de la Présidence de la République, écrit : « Suite aux événements de ces derniers jours, j'aimerais présenter mes sincères condoléances, exprimer ma solidarité avec les familles des victimes et souhaiter un prompt rétablissement à tous les blessés. Dommage qu'il ait fallu plus d'un mois, des morts, des blessés, des destructions de biens publics et privés pour prendre une décision qui s'imposait d'elle-même, mais qu'on prétendait juridiquement impossible. Il faudrait aller beaucoup plus loin en crevant l'abcès né des élections législatives qui est au cœur de la crise ». No comment !

Que reste-t-il encore du pouvoir du Président IBK ?

La CFR des illustres inconnus ou de candidats déclarés au prochain gouvernement et de prétendus acteurs de la société civile dont l'engagement politique ne sont inconnus que d'eux seuls.

■ Yama DIALLO



Tragédie au Mali : Des manifestants aux mains nues pris d'assaut par les forces de l'ordre



Le Régime d'Ibrahim Boubacar Keita a lancé un assaut meurtrier contre les populations désarmées de notre pays qui ne réclament que de meilleures conditions de vie. La nation endeuvillée pleure ses morts aujourd'hui. Nous tenons à adresser nos plus sincères condoléances et à exprimer notre compassion et notre solidarité profonde aux familles des victimes. Nous rendons aussi hommage aux braves et héros tombés sur le champ de bataille qui méritent à jamais notre reconnaissance et notre respect relatif à l'ultime sacrifice qu'ils ont accompli pour notre nation. Ce sacrifice consenti pour notre pays ne doit jamais être oublié.

Cheick Boucadry Traoré

Discours du président IBK : Réaction de Cheick Oumar SISSOKO

Le discours autosuffisant de IBK ne changera en rien notre position: il doit partir avec son régime. Ce discours faussement lénifiant, montre encore les limites de l'homme et son désintérêt pour notre pays. Après son départ qui ne saurait tarder, la lutte doit continuer, la vigilance doit être de rigueur.

N'oubliez pas, Camarades, de noter autant que possible ce qui se passe autour de vous, de filmer les événements, pour prendre date et servir la postérité.

Assistez-vous les uns et les autres et fraternisez entre vous, et avec les forces de sécurité.

Ensemble nous vaincrons.

Cheick Oumar SISSOKO

Coordinateur Espoir Mali Koura / M5-RFP

Tiefing Sissoko Ph. D : «Brandir son stylo pour le progrès»



En digne Président de la République, je ferais des divergences d'opinions nécessaires dans la société une force pour construire et non une source de division irrémédiable ;

En digne Président de la République, je protégerais mon peuple en prenant des décisions suffisamment tôt pour éviter une escalade de la violence et avoir des morts par méprise ;

En digne Président de la République, j'appliquerais l'article 39 dès les premières crises pour éviter plus de 7 mois d'errance aux enfants du peuple ;

En digne Président de la République, je protégerais la démocratie par la dissolution de l'Assemblée Nationale entachée par une main souillée;

En digne Président de la République, je prendrais des décisions rationnelles pour l'intérêt supérieur de la Nation et non pour servir une famille, un clan ;

En agissant à contrario, suis-je la hauteur de la mission ? Suis-je digne de ce peuple ?

Citoyen responsable, je mobilise toutes mes ressources pour contribuer à la construction des édifices les plus solides – je ne les saccage pas; Citoyen responsable, je renforce les soubassements de la Nation pour lui éviter de sombrer dans les ténèbres et d'être perdue pour nous, pour nos enfants ;

Citoyen responsable, j'accorde ma confiance aux femmes et aux hommes qui se caractérisent par leur dignité, leur courage, leurs compétences et leurs valeurs – Accepter un billet ou un quelconque avantage contre son vote c'est se trahir ! C'est faire honte à sa famille ! C'est faire honte à ses ancêtres ! C'est faire honte à toute l'humanité !

Quel malien voulons-nous être ?

Les Petits Stylos fondation



Communiqué de Presse N°006/AMDH sur la crise Post-électorale du Mali Bamako, le 12 Juillet 2020



L'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH) condamne avec énergie l'utilisation des balles réelles contre des populations civiles ayant occasionné des pertes en vies humaines- et les actes de pillages des biens publics et privés par des manifestants occasionnant des dégâts matériels.

Le 10 juillet 2020, le M5 RFP a organisé une manifestation sur le boulevard de l'indépendance qui s'est dégénérée à travers des actes de vandalisme et de pillages des propriétés publiques et privées. En réponse à ces mouvements, le 10 et le 11 juillet à Bamako, les forces de défense et de sécurité du Mali ont fait l'usage excessif de la force se traduisant souvent par des tirs à balles réelles qui ont occasionné des morts et plusieurs blessés parmi les manifestants. Hier soir, le Président de la République a, lors de son adresse à la nation, annoncé l'abrogation du décret portant nomination des membres de la Cour Constitutionnelle. Au regard de cette situation très préoccupante, l'AMDH estime que ni les actes de vandalisme ou le saccage des propriétés publiques et privées encore moins les arrestations, l'emploi disproportionné de la force dans le maintien d'ordre, ne constituent des solutions à la crise actuelle.

Par conséquent, l'AMDH invite les forces de défense et de sécurité à observer le respect strict des droits humains dans le maintien d'ordre en s'abstenant de recourir à des balles réelles et aux forces armées dont la mission est aussi de sécuriser les populations civiles.

L'AMDH attire également l'attention des autorités sur la nécessité absolue de faire preuve de discernement dans les arrestations en cours et à observer les droits élémentaires des personnes faisant l'objet d'arrestation, notamment la présomption d'innocence, le droit d'accès des avocats à leurs clients, interdiction de la torture sous toutes ses formes. L'AMDH demande des enquêtes indépendantes pour faire la lumière sur des violations graves des droits de l'Homme qui ne doivent pas aussi rester impunies dans un Etat de droit.

L'AMDH invite les manifestants à exercer leurs droits de manifester dans le respect strict des textes en s'abstenant de toute violence.

L'AMDH estime qu'à ce stade de la crise, seul le dialogue politique est porteur d'espoir.

L'AMDH présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite prompt rétablissement aux blessés.

Fait à Bamako, le 12 Juillet 2020

Me Moctar MARIKO, Président de l'AMDH

Manifestations et violences au Mali : L'appel au calme de l'imam Mahmoud Dicko



Dans une interview accordée hier à la presse, l'autorité morale du M5-RFP, l'imam Mahmoud Dicko, a présenté ses condoléances aux familles des victimes des récents événements. Par la même occasion, il a réitéré son appel aux militants et partisans du M5 à manifester leur mécontentement sans casser ni brûler. «Toute chose qui est contraire aux valeurs de notre pays», a-t-il rappelé.

L'imam Dicko a, une fois de plus, appelé les manifestants au calme, tout en réaffirmant que le combat pour le changement au Mali va continuer.

«Tout cela montre que le pays n'est pas bien gouverné. Nous allons continuer à lutter pour le changement dans le respect des autres, dans la dignité, dans la tranquillité. Nous pouvons le faire sans passer par la violence, par les pillages des biens d'autrui. Nous devons éviter ces choses», a-t-il exhorté.

Le leader religieux a rappelé que la contestation déclenchée le 5 juin ne vise pas à faire partir un individu, mais plutôt un système qui fait que le pays a du mal à relever les défis de sécurité, de l'éducation, de la bonne gouvernance.

«Nous ne sommes pas en guerre contre quelqu'un. Notre lutte, c'est pour le Mali. S'il plait à Dieu, nous allons continuer à la mener», a-t-il promis, en appelant, encore, les manifestants au calme, à la retenue.

Par ailleurs, Mahmoud Dicko a invité les autorités à ne pas tirer sur «des innocents». «Elles doivent éviter ça pour qu'il n'y ait pas de chaos dans le pays. Il n'y a aucune fierté à tuer des personnes innocentes. Au contraire, nous devons aujourd'hui tous être ensemble pour la paix dans le pays, pour combattre l'injustice, pour mettre fin aux frustrations de nos concitoyens. C'est en cela que nous devons tous œuvrer», a conseillé le leader religieux.

Madiba KEITA

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

Crise sociopolitique : La contestation contre «IBK» prend de l'ampleur au Mali



Dans les rues de Bamako, où se sont dressées des barricades, les forces de sécurité ont riposté à balles réelles contre les manifestants.

Bamako est au bord de l'insurrection. Après deux jours d'affrontements dans la capitale malienne, qui ont fait au moins sept morts et des dizaines de blessés, le leader du «mouvement du 5 juin», l'imam Dicko, a appelé «au calme». «Ne provoquez personne. Ne vous attaquez à personne», a-t-il déclaré, en promettant à ses partisans de prendre rapidement la parole. Pour la troisième fois depuis un mois, des milliers de Maliens étaient descendus dans la rue, poussés notamment par l'influent religieux. La foule réclame le départ du président Ibrahim Boubacar Keïta. À 75 ans, au pouvoir depuis 2013 et réélu en 2018, il n'est pour l'instant pas parvenu à rétablir l'ordre.

Des symboles de l'autorité, comme le Parlement ou la télévision nationale, ont été pris pour cibles vendredi et samedi. Dans les rues de Bamako, où se sont dressées des barricades, les forces de sécurité ont riposté à balles réelles contre les manifestants. Plusieurs leaders de l'opposition ont été arrêtés vendredi et samedi.

Terrorisme : Le groupe État islamique a recours à des enfants soldats au Sahel

La branche sahélienne du groupe État islamique a recours à des enfants soldats, qui se retrouvent exposés aux opérations militaires françaises contre les djihadistes, a déploré le commandant de la force Barkhane, le jeudi 9 juillet dernier.

L'ennemi s'est durci, il n'hésite plus à recourir à des enfants soldats. Ces derniers sont endoctrinés et entraînés au maniement des armes, a souligné le général Pascal Facon lors d'une visioconférence avec la presse française, en soulignant que cette exploitation abjecte nous met en difficulté dans le cadre de nos opérations.

La robustesse de nos procédures d'engagement nous permet de prévenir quasi systématiquement les dommages collatéraux, pour autant il arrive que l'on constate lors des opérations de neutralisation la présence de

Soumeylou Boubèye Maiga après le discours d'IBK : «Dommage qu'il ait fallu des morts pour prendre une décision qui s'imposait d'elle-même»



Suite aux événements de ces derniers jours, j'aimerais présenter mes sincères condoléances, exprimer ma solidarité avec les familles des victimes et souhaiter un prompt rétablissement à tous les blessés.

Dommage qu'il ait fallu plus d'un mois, des morts, des blessés, des destructions de biens publics et privés pour prendre une décision qui s'imposait d'elle-même, mais qu'on prétendait juridiquement impossible. Il faudrait aller beaucoup plus loin en crevant l'abcès né des élections législatives qui est au cœur de la crise.



mineurs, a-t-il poursuivi, sans expliciter dans combien de cas ces enfants soldats avaient été blessés ou tués.

Ces situations demeurent extrêmement rares mais il convient d'en avoir une pleine conscience, a-t-il insisté. C'est une réalité qu'il faut maintenant prendre en compte et qui est liée à l'attrition des GAT (groupes armés terroristes, NDLR) et au fait qu'ils éprouvent des difficultés à recruter, a-t-il ajouté. En cas de capture, ces mineurs enrôlés par le groupe djihadiste actif dans la zone frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger sont actuellement envoyés dans un centre qui est assez ouvert, mais on a lancé une réflexion avec le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) et les autorités maliennes sur le fait de savoir s'il ne devrait pas exister des centres fermés permettant d'offrir à ces enfants et jeunes une perspective un peu plus intéressante en terme d'éducation, a affirmé le général Facon.

Mairie de la Commune II : Le personnel sans salaire depuis 4 mois



Du lundi 6 juillet jusqu'au vendredi 10 juillet, les agents de la mairie de la Commune II étaient en arrêt de travail pour cause de 4 mois sans salaire après un préavis de grève déposé le 19 juin passé.

Une semaine blanche. Telle est la situation vécue à la mairie de la Commune II pour cause de grève de 5 jours, soit du lundi 6 juillet au vendredi 10 juillet 2020.

Le principal motif de cette grève reste le non paiement des salaires des personnels depuis le mois d'avril dernier. Contacté par nos soins sur l'affaire, le secrétaire général du comité SYNTRAC (Syndicat National des Travailleurs des Collectivités du Mali) de la mairie de la Commune II, Zoumana SISSOKO, nous a fait savoir que lors de leur assemblée générale du 18 juin 2020, le Comité SYNTRAC avait décidé de déposer un préavis de grève qui a été aussitôt fait le lendemain 19. « Puisqu'il n'y a pas eu satisfaction, notamment le paiement de nos salaires depuis le mois d'Avril. A noter que les agents de la mairie de la Commune II n'ont pas perçu leurs salaires depuis presque 4 mois » a-t-il affirmé. Le risque, dit M. SISSOKO, d'aller à quatre mois sans être payé est imminent. « Mais après plusieurs tentatives et plusieurs démarches infructueuses, finalement, nous avons dit "Trop c'est Trop" on n'en peut

Arrestations et bilan des échauffourées : Choguel Kokalla Maïga, Issa Kaou N'Djim, Ben «le Cerveau», imam Oumar Diarra interpellés, une dizaine de manifestants tués



Après un après-midi du vendredi mouvementé, les forces de l'ordre ont procédé à l'interpellation de plusieurs leaders du M5-RFP. Adama Diarra alias Ben « le cerveau », membres du collectif des Jeunes de Kati contre la Corruption, et l'imam Oumar Diarra, ancien candidat aux législatives, ont été arrêtés le vendredi, après le rassemblement Place de l'Indépendance. Issa Kaou N'Djim a été, selon l'un de ses proches, enlevé dans la nuit du vendredi par des individus non identifiés à bord d'un véhicule de marque Mercedes.

Choguel Kokalla Maïga a, quant à lui, été interpellé dans la journée du samedi au siège du chef de file de l'Opposition, accompagné de Me Mountaga Tall. Ce dernier a été relâché vers 23h à cause de son statut d'avocat. Une trentaine de militants ont, selon un responsable de la CMAS, été également arrêtés. Tous ont été conduits et internés au Camp I de la gendarmerie.

plus, les travailleurs ont décidé à l'unanimité d'aller en grève de 5 jours », explique M. SISSOKO.

Il renchérit qu'ils sont dans cette situation depuis plus de deux ans et qu'à chaque quatre mois qu'on les paye deux mois. Le Segal SISSOKO insistera que la situation est intenable en demandant aux autorités maliennes d'avoir pitié d'eux.

A noter qu'en vertu des principes de la décentralisation, les charges afférentes à la gestion des personnels des collectivités relèvent des recettes réalisées. Il convient donc d'interpeller les populations de la CII à payer leurs taxes et impôts dont les TDRL pour sortir leurs compatriotes, agents de la mairie, de cette situation.

Mariam SISSOKO

**WESTERN
UNION**

WU SM

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Conseil d'Administration de la SOMAGEP-SA : Un bilan en hausse !

Le président du Conseil d'Administration, Pr Younouss Hamèye Dicko, à l'occasion de sa 24^{ème} session ordinaire, a annoncé, jeudi dernier, que le chiffre d'affaires de la SOMAGEP-SA est de 28,109 milliards de francs CFA contre 27,260 milliards de francs de CFA pour 2018, soit une augmentation de 3,12%.



Cependant, l'ordre du jour a porté essentiellement sur l'examen et l'approbation des états financiers de l'exercice 2019, l'examen et l'approbation du rapport annuel d'activités de l'exercice 2019 et le point sur l'état de mise en œuvre du plan stratégique « Vision 2035 ».

Cette croissance s'explique, entre autres, par la hausse du chiffre d'affaires et surtout grâce à la subvention d'exploitation de 4 milliards de francs CFA accordée par l'Etat malien.

A ce titre, le total des charges opérationnelles, en fin décembre 2019, est de 30,185 milliards en 2018, soit une augmentation de 2,23%. Le résultat d'exploitation est de 128,79 millions de CFA contre 57,15 millions de francs CFA à la même période en 2018, soit une croissance de 71,64 millions de francs CFA.

A Bamako, d'importants efforts sont déployés

pour l'exécution d'actions visant les défis liés à la mise en service, par le Premier ministre, de la station de traitement et de pompage de Kabala, effective depuis le 1^{er} juin 2019 au grand bonheur des populations. Ledit projet, en effet, à travers le volet hautement important de réalisation de branchements sociaux dans la capitale et ses environs, enregistre déjà le raccordement au réseau d'eau de 3 433 nouveaux abonnés, soit 36 646 personnes bénéficiaires du service de l'eau, a édifié le président du CA.

Dans les centres de l'intérieur, 1 071 branchements sociaux ont été réalisés au cours de l'année 2019 dans les villes de Kati, Koutiala et Sikasso, soit 11 431 personnes bénéficiaires du service de l'eau et, pour la première fois, en 2019, 48 077 personnes ont bénéficié de l'eau potable.

Il a rappelé que 4,5 millions de Maliens ont accès à l'eau de la SOMAGEP, avant d'affirmer que l'année est marquée par les effets de la pandémie du Covid-19.

Face à cette situation, la gratuité totale de l'eau pour les mois d'avril et de mai 2020 pour les catégories relevant des tranches dites sociales et la suppression de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur les factures d'eau de tous les consommateurs ont été des mesures annoncées par le gouvernement.

Dès l'annonce des dites mesures, la SOMAGEP a pris des dispositions, à savoir l'annulation des montants de la tranche sociale (0 à 10 m³ par mois) sur toutes les factures d'eau des mois d'avril et de mai 2020 sur l'étendue du territoire. Dans cette fourchette, tous les branchements à domicile du réseau SOMAGEP-SA sont concernés sauf les industries, les grosses sociétés commerciales et les administrations publiques. En plus, il y a la suppression de la TVA sur toutes les factures d'eau des mois d'avril, mai et juin 2020, y compris sur celles dont les consommateurs vont au-delà de la tranche sociale.

« En plus des mesures édictées par les autorités nationales, la SOMAGEP-SA assume pleinement sa responsabilité dans la production et la distribution de l'eau potable sur l'étendue du périmètre affermé », a assuré Pr Younouss Hamèye Dicko.

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociale d'entreprise, la SOMAGEP a fait don, aux veuves des militaires tombés sur le champ de l'honneur, de kits de lavage de mains, de masques lavables et de solutions hydro alcooliques qu'elle a fabriquées dans son laboratoire moderne d'analyse de l'eau.

Par ailleurs, la Direction de la SOMAGEP-SA déploie des efforts louables pour assurer une gestion scientifique et moderne de la société, notamment avec son plan stratégique « Vision 2035 ». Ce plan qui mobilisera 2 600 milliards de FCFA sur les quinze années à venir permettra à la société de garantir à tous l'eau à domicile, 24 h sur 24h, aux meilleurs standards de qualité tout en réduisant à zéro les subventions d'investissement à l'horizon 2035.

Pour cette fin, la campagne s'est soldée par le recouvrement sur impayés d'un montant total de 3 609 243 414 FCFA pour un objectif de 2 601 885 040 FCFA, soit un taux de réalisation de 139%.

■ Ibrahim Sanogo

Sécurité sous régionale : Que reste-t-il du G5-Sahel ?



Dans le cadre des sessions et réunions tournantes de leur organisation sécuritaire, les Chefs d'Etat des pays membres du G5-Sahel ont tenu, fin juin dernier, à Nouakchott, une rencontre axée sur la mise en œuvre de la « Feuille de route » du sommet de Pau du 13 janvier 2020. Sur invitation de leur homologue de la Mauritanie, Mohamed Cheikh El GHAZOUANI, les Présidents Roch Marc Christian Kabore du Burkina Faso ; Ibrahim Boubacar Keïta du Mali ; Issoufou Mahamadou du Niger et Idriss Deby du Tchad étaient autour du Président français, Emmanuel Macron, assisté de plusieurs invités de marque dont le Président du Gouvernement espagnol, Pedro SANCHEZ ; du Président de la Commission de l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat, et de la Secrétaire Générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, Mme Louise MUSHIKIYABO. Il s'agit de passer en revue des acquis et dégager des perspectives. Des perspectives oui. Mais, des acquis ?

Concrètement, l'on est en droit de se demander si cette organisation, de sa création en 2014 à nos jours, a, à son actif, des opérations remarquables sur le terrain. Pratiquement, rien

n'atteste encore de mission réussie au compte du G5-Sahel. Même si, en revanche, dans le libellé de son Communiqué final le présent Sommet marquerait une « nouvelle étape », nombreux sont des Spécialistes qui se posent la question de savoir ce qui resterait du G5 Sahel.

Le jeudi 30 juin 2020, dans la capitale mauritanienne, Nouakchott, se sont tenues les assises du Sommet ordinaire des Chefs d'Etat du G5-Sahel. Placée sous l'égide du Président français, Emmanuel Macron, cette rencontre de plus haut niveau des Etats membres de ladite organisation zonale a comme principal point inscrit à l'ordre du jour d'évaluer le processus de la mise en œuvre de la « Feuille de route » du sommet de Pau du 13 janvier 2020. Un sujet qui n'est pas sans susciter un gros point d'interrogation à défaut d'appréciations suscitant de controverses suffisamment recevables. Et ce gros point d'interrogation s'intitule comme suit : « Que reste-t-il du G5 ? ». En effet, il est à se demander ce qui constitue concrètement les objectifs réussis sur le terrain par cette organisation regroupant des cinq pays de la zone sahélienne que sont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le

Tchad. Au plan militaire, aucune opération d'envergure sur laquelle on peut mettre un accent particulier. Sur le front de lutte contre le terrorisme, aucune mission n'a été remarquablement effectuée avec succès escompté.

En revanche, ses services de commandement n'arrivent même plus à se loger. A cause de la désorganisation administrative, de la précarité de ses moyens techniques et financiers et du manque de niveau au sens professionnel de son commandement, le siège de cette organisation peine à se trouver un quartier général (QG). Après avoir abandonné sa Base de Sévaré, Région de Mopti, par peur des attaques terroristes, l'organisation avait débarqué en catastrophe à Bamako, au Quartier de Badalabougou, en Commune VI du District de Bamako. Mais son aveu d'impuissance dans le cadre de sa mission régaliennne, le Commandement du G5-Sahel y a été expulsé de force par les Populations. Ensuite, aux dernières nouvelles, ce serait dans un coin sis dans la zone aéroportuaire de Bamako-Sénou que se trouve camouflée son actuel siège fictif. Alors, une telle organisation dont la vocation militaire aura été de bouter hors des frontières de la Sous-région le terrorisme mais qui n'arrive pas à se loger officiellement pourrait-elle inspirer confiance ?

De sa création, le 16 février 2014, la force conjointe du G5-Sahel avec comme mission officielle de coordonner les politiques de Développement et de sécurité des cinq Etats membres comprenait au départ 5000 Hommes militaires et encadreurs techniques. Mais à cause de son caractère dépendant de l'aide extérieure, notamment des traditionnels pays et organismes donateurs, cette organisation tarde à décoller, à prendre son envol dans l'accomplissement de sa mission, à savoir rétablir et garantir le climat de sécurité dans l'espace transfrontalier couvrant les cinq Etats membres. Ce, par défaut de mobilisation en totalité de son Budget évalué, pour sa première année d'existence, à plus de 420 millions d'euros. Par faute d'actions par des preuves convaincantes et des perspectives réelles, les partenaires, en dépit de toutes les campagnes menées par la France, tardent à mettre la main à la poche pour honorer leurs engagements. Alors, sans financement, le nerf de toute guerre, que doit rester de ce groupement de cinq Etats sahéliens ?

■ Djankourou

Enquête sur les assassinats à Fana : De 2018 à 2020, 13 personnes arrêtées, dont 4 femmes



Le procureur de Fana, Boubacar Moussa Diarra, a rencontré la presse le jeudi 9 juillet 2020. Objectif : informer sur l'évolution des dossiers concernant les assassinats à répétition dans cette ville.

De 2018 à 2020, au total 13 personnes ont été arrêtées dont 9 hommes et 4 femmes, dans le dossier des assassinats récurrents à Fana, ville située dans la région de Koulikoro. Selon le procureur de Fana, ces personnes sont entre les mains du juge d'instruction. Il précise que quatre personnes sont en garde à vue à la gendarmerie de Fana. Ce lundi 13 juillet 2020, celles-ci doivent être remises au juge d'instruction. Parmi ces quatre personnes, deux concernent l'assassinat du 5 janvier 2020 et les deux autres (un homme et une femme) sont suspectées d'avoir logé des assassins. Au cours de cette conférence de presse, le procureur Diarra rappelle qu'avec les dossiers d'assassinat, la loi autorise le juge à aller jusqu'à trois ans pour ses enquêtes. « C'est un travail qui ne peut pas être bâclé », a-t-il indiqué.

Affaire Manafa Touré

Sur le dossier Manafa Touré, le gardien de l'antenne SOTELMA-Malitel de Fana, assassiné le 5 janvier 2020, le procureur Diarra explique que les enquêtes sont en cours au niveau de la police technique et scientifique de Bamako. À l'en croire, les services Orange aussi bien que Malitel ont été d'un grand soutien au cours de leurs enquêtes.

Le téléphone de ce gardien a été volé au cours de son assassinat, explique Diarra. Un téléphone qui a été utilisé pour des appels après le crime, précise-t-il avant d'indiquer que ces appels ont permis d'interpeller deux personnes, dont l'une à Bamako et l'autre à Dioïla. « C'est pourquoi certains disent que les assassins de Manafa ont été arrêtés. Mais je ne peux pas le confirmer à l'étape actuel », précise le procureur. Parce que les deux personnes n'ont pas encore été reçues par le juge d'instruction. Tous les objets du défunt, retrouvés sur le lieu du crime, ont été envoyés pour des fins d'enquête à Bamako, précise-t-il avant de souligner que des personnes ont été interpellées

pour être entendues dans l'affaire. Mais pour éviter de précipiter la procédure, ces personnes ont été laissées sous surveillance, a-t-il souligné. Le procureur Diarra indique toutefois que les enquêtes sont toujours en cours.

L'assassinat du militaire à la retraite

Pour le cas de Bakary Sangaré, militaire à la retraite, survenu le 10 juin 2020, des interpellations ont été faites, indique le procureur Diarra. De nos jours, « nous sommes tranquilles avec notre conscience sur cette affaire », rassure-t-il. Car aucun suspect dénoncé n'a été laissé dans la nature. Ils ont tous été remis au juge d'instruction de Fana, souligne-t-il. Le procureur de Fana réitère sa demande de coopération de la population. Il l'invite à dénoncer les assassins ainsi que leurs complices afin que les assassinats puissent cesser à Fana. « Nos portes sont ouvertes. N'ayez pas peur de venir nous voir », rassure-t-il.

■ Fouseni Togola



Désobéissance civile à Bamako : Paralysie totale !

Courant vendredi 10 juillet, les partisans du M5-RFP (Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques) s'étaient encore réunis au monument de l'indépendance de Bamako, ville des trois caïmans. Si les manifestations du 5 et 19 juin ont été pacifiques, cette dernière s'est soldée par un bilan déplorable.

Connus et appréciés par moult gens pour leur pacifisme, les manifestants du M5-RFP ont procédé, lors de leur troisième sortie ce 10 juillet 2020, à une démonstration de force. En vue d'obtenir la démission du président de la République, les partisans de Mahmoud Dicko et alliés ont appuyé sur l'accélérateur. Venus de Bamako et environ et de certaines villes du pays, les manifestants s'étaient réunis pour une seule chose : « Obtenir la démission d'IBK ». Pour ce faire, certains messages étaient lisibles sur les pancartes : « C'est fini pour IBK et son régime, vive le Mali » ; « IBK, violeur de notre constitution, stop et dégage » ; « Manassa Danioko, tripatouilleuse de constitution et des résultats d'élections » ; « IBK et son régime, dégagez, la Commune V réclame sa victoire, on ne ment pas à son peuple, on lui

doit vérité et transparence ».

Hommes comme femmes, tout le monde n'avait qu'un seul slogan : « Aba IBK et son régime ». Pendant que ces milliers de personnes étaient tenues en haleine par des cris, des chants de motivation, des danses, et des gestes d'encouragement (applaudissements, sifflements), un homme possédant trois armes à feu a été arrêté et mis à la disposition des forces de l'ordre par le public aux environs de 14H25. « L'homme avait trois armes sur lui. Il a d'abord chargé la première avant de la mettre dans sa poche. C'est quand il a fini de charger la deuxième que les gens l'ont arrêté. Son sac contenait des munitions et une autre arme à feu », nous expliquent les manifestants.

Marquée par la présence de Choguel Kokalla Maïga, Mohamed Aly Bathily, Modibo Sidibé, Clément Dembélé, Moussa Sinko Coulibaly, Cheick Oumar Sissoko, la marche a enregistré les interventions de Mohamed Salia Touré, Adama Ben Diarra, Mme Sy Kadiatou Sow, et Issa Kaou N'djim. Tous ces leaders politiques ont convenu d'appliquer, sous toutes ses formes, la désobéissance civile prévue dans l'article 121 de la Constitution. D'où la nais-

sance des violences dues à l'application abusive des 10 commandements annoncés au public.

Que prévoient-ils réellement ?

Sans ambages, c'est l'application des 10 commandements qui s'est soldée par tout ce que nous traversons actuellement. Primo, il était prévu de bloquer toutes les entrées des services de l'État, sauf ceux de santé. De s'installer dans les cours, invitant les travailleurs à se joindre au mouvement, sans entrer dans les bureaux, ou détruire quoi que ce soit. Secundo, il avait été instruit aux manifestants de bloquer toutes les entrées et sorties des principales villes, les villes secondaires et les grands axes routiers. Ils devaient systématiquement s'arrêter sur les ponts, poussant lentement les engins, provoquant l'encombrement. Il était aussi prévu d'occuper de façon permanente (nuit et jour) les ronds-points, les boulevards, rues et ruelles, faisant « opération escargot ». Le non-paiement des amendes ou contraventions jusqu'à la démission d'IBK fait partie des 10 commandements du M5. « Ouvrons des passages aux ambulances et véhicules de secours, fraternisons avec les forces de sécurité, ne bloquons pas les résidences privées, protégeons les Ambassades, Consulats, les biens privés (station-service, banques, services de téléphonie), les

représentants diplomatiques et les étrangers », lit-on dans le document. C'est suite à l'annonce de ces 10 commandements du M5-RFP que la foule s'est, aux environs de 15H25, acheminée vers l'ORTM, l'Assemblée nationale, la Primature, le pont Fahd et celui de Badalabougou (Pont des Martyrs). Déjà à 16H20, les deux ponts étaient bloqués par les manifestants. Des pneus et plein de choses étaient brûlés, en plus des blocus de ces ponts par les anti-régimes.

L'Office de radiotélévision du Mali occupé, d'importants dégâts matériels enregistrés

Juste après le coût d'envoi, le vendredi 10 juillet, donné par les responsables réunis au monument de l'Indépendance, l'ORTM a été nettement occupé par la foule aux environs de 16H. Les forces de l'ordre qui étaient en garde n'ont pas pu empêcher les manifestants venus en nombre suffisant pour prendre la chaîne nationale du Mali en otage. Même si les agents tentaient de résister à un moment donné, l'insistance et la pression du public les ont fait changer d'avis. En l'occurrence, il a fallu l'intervention du renfort (des manifestants clament que ce sont des éléments de la forsat) aux environs de 17H pour déloger le public. Néanmoins, les dégâts causés restent nombreux. Des véhicules de service et du personnel de l'ORTM endommagés (7 calcinés et les vitres d'autres brisées), des motos emportées, des serveurs emportés en plus de l'incendie de l'ORTM2. Au lendemain, samedi 11 juillet, le Premier ministre Boubou Cissé s'est rendu à l'ORTM pour le constat des dégâts. Selon le PM, des dégâts matériels importants estimés à plusieurs centaines de millions de nos francs sont effectivement causés. Le PM et sa délégation déplorent la destruction des équipements, l'incendie des véhicules de reportage et de plusieurs autres appartenant au personnel de l'ORTM. Selon les informations, l'ORTM2 a été incendiée par les manifestants. La récupération de l'ORTM par les éléments des forces de l'ordre a suscité des affrontements. Pendant que les forces de l'ordre projetaient des gaz lacrymogènes, voire des balles blanches accompagnées de grands bruits, les manifestants ripostaient par le jet de cailloux et autres objets. Entre temps, d'autres manifestants se ruaient sur l'Assemblée nationale.

En un mot, plus d'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a été mise à sac par les partisans du M5. Plus rien n'existe de bon encore. Courant samedi, nous avons pu nous rendre au sein de l'hémicycle, pour le constat des dégâts. De haut en bas de l'immeuble, tout a été presque endommagé. Le bureau N°114 appartenant au groupe parlementaire APM, voire le B116 du groupe parlementaire VRD, celui du groupe parlementaire Adema (B117), tout comme le bureau du groupe parlementaire MPM-UDD, celui du Benson d'Aliou Diallo, et du MPM ont été tous saccagés. La plupart des documents rangés dans les archives de l'hémicycle étaient jetés devant la porte. Ce n'est pas tout, le bureau du président de l'Assemblée (B100), celui du 4e vice-président (B105) ; du 5e vice-président (B104), du 6e vice-président (B103) n'ont pas échappé. Quant aux bureaux du 1er et 2e questeur (B112, B110), contigus à celui du 7e vice-président (B111), tout a été saccagé. Parmi les endroits détruits figurent : les bureaux du conseil juridique ; le protocole ; le chargé de mission, le secrétariat du cabinet, le 8e secrétaire parlementaire. Excepté les chaises, les vitres se trouvant dans la salle Mamadou Konaté (grande salle où les députés font des interpellations) ont été aussi endommagées. En l'occurrence, la commission de la santé, du développement social, et de la solidarité, tout comme la commission des lois constitutionnelles, de la législation, de la justice, et des institutions de la République ont été vidées de leurs contenus. Toutes les vitres de la devanture sont complètement abîmées. Dans la cour, 5 véhicules dont 2 incendiés et 1 pour les agents, sont endommagés.

Paralysie de la ville de Bamako

Du vendredi 10 au samedi 11 juillet, des manifestations se poursuivaient partout dans la ville de Bamako. À Daoudabougou (près de l'Ambassade d'Algérie), en passant par Faladié (Tour de l'Afrique), un peu partout à Badalabougou, Salabalibougou, Kalaban (sur l'axe de l'aéroport de Bamako-Sénou), Magnabougou, Torokorobougou, au Monument de l'Indépendance, devant la Primature, le domicile de Manassa Danioko et les ponts étaient pris en otage par les manifestants. Après avoir appris

l'interpellation de certains leaders du M5, ces jeunes engagés continuent de siéger devant la mosquée de l'imam Mahmoud Dicko, jurant que ce dernier ne va nulle part. Au siège de la CMAS, les éléments des forces de l'ordre ont pénétré le samedi 11 juillet à 7H du matin (1er tour), puis entre 9H30 et 10H (2e tour). Ils ont pu casser les vivres, emportant des ordinateurs, nous confie le gardien du local. Au centre-ville, des bâtiments appartenant à Karim Keita, sa femme, son beau-père seraient aussi saccagés par les manifestants. Idem pour l'ancien bâtiment où était logée la primature juste à côté du Monument de l'Indépendance. Des boutiques, banques et stations n'ont pas été non plus épargnés. En ville, des manifestants, majoritairement mineurs, ont bloqué presque tous les grands carrefours et les ponts. Pneus brûlés... ils en ont fait un fonds de commerce. Pour passer, il faut négocier et payer 500F ou 1000F.

Des blessés et des morts

Lors de sa visite tenue courant samedi 11 juillet à l'hôpital Gabriel Touré, le PM Boubou Cissé parlait de trois (3) morts et de 74 blessés répartis entre l'hôpital Gabriel Touré, et les six (6) Centres de Santé de Référence des Communes du district de Bamako. Nos informations de dernière minute confirment la mort de six (6) autres personnes tuées par balles vers la mosquée de l'imam de Badalabougou, ce lorsque les forces de l'ordre tentaient d'occuper l'endroit pour arrêter Mahmoud Dicko, nous confirme un proche de l'imam.

A l'heure où nous mettons cet article sous presse, le bilan exact de l'évènement reste inconnu.

Après la prière mortuaire et l'accompagnement des morts à leur dernière demeure, l'imam Mahmoud Dicko a appelé les manifestants au calme et à la retenue. Peu après, la tension a repris en Commune V où le siège du RPM fut complètement détruit. Des routes, notamment l'entrée du Pont Fahd coupés. C'est reparti pour une soirée mouvementée.

■ Mamadou Diarra

Mouvement du 05 juin : De la colère à l'épreuve de force

Le rendez-vous tant redouté du 10 juillet a eu finalement lieu pour confirmer ce que nous savions tous : l'extrême colère et la vive indignation qui habitent le peuple malien qui ne comprend pas qu'un régime qui n'arrive ni à satisfaire sa demande de sécurité ni à combler ses besoins de survie économique puisse le traiter de si haut ! Depuis le meeting mémorable du 05 juin, en signe d'alerte, IBK a eu plus d'un mois pour apporter des réponses satisfaisantes aux situations de déni de démocratie et d'injustices flagrantes venus fermenter un malaise socio-politique bien plus grave. Il a préféré esquiver les problèmes dans une indifférence teintée de mépris, conforté en cela par un petit cercle de courtisans lui disant "contrôler la situation et que rien ne pourrait se passer".

La fureur populaire a éclaté dans toute sa vigueur après le meeting du 10 juillet pour se

répandre dans Bamako telle une lave de volcan. La conséquence en est que ce vendredi 10 juillet consacre la "mort symbolique" du pouvoir IBK. Dans notre Société, tous les autres attributs du pouvoir viennent après les notions de RESPECT de la personne du chef et de l'AUTORITÉ de sa position. IBK a perdu le respect de millions de ses compatriotes au Mali et dans la Diaspora pour toutes les incapacités démontrées à ce jour mais surtout pour la preuve donnée depuis les élections législatives frauduleuses qu'il ne défend plus l'intérêt général. Son autorité est tout aussi par terre. Chaque acte posé par les manifestants ce fameux vendredi est un coup asséné à son autorité qui n'est plus librement consentie. Ses thuriféraires l'ont conduit au pire désaveu.

Dans cette crise, on note bien que IBK a inauguré une série de premières : jamais un pré-

sident malien n'a essuyé un tel Tsunami de contestation en trois vagues successives. Des centaines de milliers de Maliens dans la rue pour défier le chef de l'Etat. Même au plus fort de Mars 91, on était loin de ce compte. Jamais des citoyens aux mains nues n'ont pris possession de l'ORTM des heures entières ; n'importe quel aventurier pouvait s'autoproclamer sur les ondes et ajouter au chaos ambiant qui régnait.

Tous les médiateurs de la présente crise savent désormais la réalité du rapport de force dans le pays. Tous les garants de l'Accord dit d'Alger peuvent se convaincre que dans cinq ans, pas les trois qui restent de son mandat, ce président n'obtiendra aucun quitus des Maliens pour quelque décision politique majeure. Emmanuel Macron a cédé à des Gilets Jaunes qui n'atteignaient pas en nombre les manifestants maliens. Mais il y a longtemps que nous avons compris que les règles démocratiques qui s'appliquent aux bords de la Seine ne sont pas les mêmes sur les berges du Djoliba. Allons seulement...!

■ **Bakary Diarra In**
Refondation du Mali



Mali : Quand le PARENA joue à l'équilibriste



Il y a un peu plus d'un an, le Parti pour la Renaissance Nationale (PARENA) répondait à l'appel du Président IBK en entrant dans le premier Gouvernement du Premier ministre Boubou Cissé. C'était le 05 mai 2019. Ainsi le Président du parti, Tiébilé Dramé, devenait ministre des Affaires étrangères au grand dam du FSD, le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie, l'opposition politique malienne dont il était un membre fondateur et qu'il avait ainsi lâché. Depuis et pendant plus d'un an, Tiébilé Dramé s'est transformé en véritable bouclier pour le Président Ibrahim Boubacar Kéita (IBK), rendant tantôt visite au Chérif Bouyé Haïdara de Nioro et à l'Imam Mahmoud Dicko pour tenter d'apaiser le front social alors en ébullition contre le pouvoir d'IBK. Aujourd'hui, avec la démission du Gouvernement et la reconduction du Premier ministre, le PARENA retrouve une certaine liberté de parole mais devra ménager le pouvoir pour espérer être, le cas échéant, du prochain Gouvernement. C'est à un véritable jeu d'équilibriste auquel joue le parti de Tiébilé Dramé à travers une Déclaration sur la crise politique en date du 12 juillet 2020 et signée de son Premier vice-président Amidou Diabaté, où il tente non sans peine d'être à équidistance des parties en conflits.

Dès les premières lignes de sa Déclaration, le PARENA met dos à dos le M5-RFP et le pouvoir d'IBK en exprimant « sa vive préoccupation devant les violences qui ont entraîné pertes en vies humaines, destruction d'édifices publics, pillages et saccages de biens publics et privés ». Sitôt après, la Déclaration hausse le ton en condamnant « l'usage excessif de la force et les tirs à balles réelles contre les manifestants » tout en déplorant « le détournement des missions de la Force Spéciale anti-terroriste (FORSAT) ». Le PARENA poursuit en regrettant « également les débordements de la manifestation du 10 juillet ayant conduit à l'occupation de la cour et des studios de la radio et de la télévision publiques ainsi que le sac des bureaux de l'Assemblée Nationale ». Tout en condamnant ces actes, la PARENA se dit « Profondément attaché, en toutes circonstances, au respect de l'ordre constitutionnel ». On le voit, le PARENA, qui s'est réclamé de l'Opposition politique malienne même quand il était dans le Gouvernement, se positionne comme un arbitre impartial de la situation sociopolitique que traverse le Mali en voulant « œuvrer à la stabilisation du pays ». Même si l'on n'a pas souvenance d'une prise de position officielle du PARENA, sa Déclaration affirme

que le « parti a très tôt perçu les risques déstabilisateurs de l'arrêt de la Cour constitutionnelle et a prôné le rétablissement des résultats proclamés par l'administration territoriale ». Pour ménager toutes les parties, le PARENA déclare qu'il « est et reste partisan de la résolution de la crise née des dernières législatives par le dialogue dans le respect des libertés démocratiques fondamentales ». C'est visiblement prendre le parti du Président IBK dont « la main tendue » a été rejetée par le M5-RFP qui exige la « démission » du Président de la République, objectif final dans la crise sociopolitique actuelle.

La Déclaration du PARENA se termine avec 06 recommandations pour une sortie de crise. Si le parti de Tiébilé Dramé recommande « La libération des leaders de la contestation interpellés les 10 et 11 juillet », « Le retrait immédiat de la FORSAT du dispositif de maintien de l'ordre » et « L'ouverture d'une enquête indépendante pour situer la responsabilité des morts et des violences des 10 et 11 juillet », il s'engage sur une piste qui dévoie les membres du M5-RFP. En effet, les camarades de l'Imam Mahmoud Dicko ne veulent plus entendre ni de dialogue encore moins de Cour constitutionnelle version IBK ou d'Assemblée nationale. Or le PARENA recommande « la nomination de neuf nouveaux juges par le président de la République en s'appuyant sur les pouvoirs que lui confère la constitution » et « L'ouverture immédiate d'un dialogue avec le M5-RFP pour négocier une sortie de crise en vue du retour à la stabilité et de la conduite, dans le consensus, des réformes politiques et institutionnelles ».

Le moins que l'on puisse dire est que les recommandations du PARENA n'ont aucune chance d'aboutir à une solution immédiate, en tout cas en certains de ses points, car le M5-RFP, après les événements des 10, 11 et 12 juillet qui auront finalement fait 11 morts et plus de 100 blessés d'après les chiffres communiqués par les structures sanitaires de Bamako, est dans la perspective de remobiliser ses partisans pour mieux engager la lutte contre le pouvoir en place. Tiébilé Dramé et le PARENA auraient, en d'autres circonstances, pu efficacement jouer le rôle de médiateur. Mais en entrant dans le premier Gouvernement de Boubou Cissé, l'Ancien ministre des Affaires étrangères est vu comme un traître par ses anciens camarades du FSD lesquels sont

parmi les leaders de l'actuel M5-RFP. Par ce fait Tiébilé Dramé et le PARENA se sont totalement disqualifiés même si leurs arguments de contribuer à sortir le Mali de la crise profonde qu'il traverse sont, dans une certaine mesure, louables. Mais, ils se heurtent à trois obstacles majeurs : la mauvaise réputation de Tiebilé Dramé considéré comme un traître capable de tout pour obtenir ou conserver un maroquin ministériel et les nombreux morts qui, selon le M5-RFP oblige chacun à choisir son camp.

Après les événements des 10, 11 et 12 juillet 2020, les chances de rapprochement entre IBK et le M5-RF s'éloignent un peu plus. C'est une véritable fracture qui s'est opérée entre les deux parties dont on se demande si elle ne sera jamais réduite, d'autant plus que dans sa dernière adresse à la Nation, le Président IBK a déclaré que des poursuites judiciaires pourraient être engagées contre des responsables du M5-RFP. Tout dépendra maintenant de la capacité de persuasion de tous les intercesseurs qui ne manqueront pas de se manifester autant à l'intérieur du pays que dans la communauté internationale même si, jusque-là, ceux-ci ont eu peu d'effet sur les parties au conflit. Les saccages et tueries en plus de l'arrestation de certains leaders de la contestation ont sans doute radicalisé les positions, et la politique de l'usure semble être désormais l'option des deux parties. Il n'y a pas de doute que la pression de la communauté internationale et africaine sera forte sur IBK lequel ne manquera pas de réclamer des garanties pour libérer les détenus politiques. Car toute décrispation est subordonnée à la libération des leaders du M5-RFP auxquels on ne manquera certainement pas de demander des concessions. Cependant si les manifestations de rue continuaient et si les forces de l'ordre continuaient de tirer à balles réelles sur la foule des manifestants composés essentiellement de jeunes, alors les chances de sortie de crise s'éloigneraient un peu plus. C'est pourquoi la semaine qui vient de commencer sera déterminante dans la suite des événements.

■ **Diala Thiény Konaté**

IBK lâché par ses soutiens : des « acteurs hybrides » quittent le navire



Il s'agit de plus en plus nombreux ces alliés du pouvoir qui cherchent à se démarquer du régime IBK. Ainsi, après avoir mangé et bu ensemble sur la misère du peuple malien, après avoir laissé la situation pourrir sans jamais avoir eu le culot de dire la vérité au Président IBK, ces alliés qui ne souhaitent plus assumer avec ce dernier le sang versé des maliens sous les balles assassines des forces de répression du régime, se fendent désormais de déclarations dans l'ultime espoir de pouvoir bénéficier de la sympathie du peuple en lutte pour sa libération du joug d'un despote ploutocrate dont ils étaient encore des courtisans dévoués il y a encore quelques jours !

Ils ont pour la plupart surpris par le ton martial de leurs déclarations, à commencer par Tiébilé Dramé, ce grand Monsieur de l'opposition qui a fini par se rendre « petit » en acceptant de manger dans le plat servi par celui-là même qui ne s'est pas du tout gêné de le traiter de « petit monsieur », au mépris de la vertu soudanienne qui voudrait qu'on s'abstienne de

manger dans tous les plats... et en allant jusqu'à se muer en avocat du régime ! Tiébilé regretterait-il aujourd'hui ce choix ?

En tout cas, l'homme, à travers son parti, le PARENA, est sorti de son silence, non pas pour se constituer en avocat du régime IBK ou pour lui jeter des fleurs, mais pour cette fois-ci énergiquement déplorer et condamner les récents événements survenus dans notre pays suite à la crise politique née des revendications du M5-RFP et dont la principale est la démission de son employeur, disons de son ex-employeur IBK !

En effet, dans une déclaration rendue publique dimanche, le parti du Bélier blanc a exprimé sa vive inquiétude sur la dégradation de la situation politique dans notre pays, avec son corollaire de violences qui ont entraîné des pertes en vies humaines... et dénoncé ce qui a appelé « l'usage excessif de la force et les tirs à balles réelles contre des manifestants » !

Ce qui est très étonnant, vu que ce n'est pas la première fois que le régime auquel son pré-

sident s'est toute honte bue allié fait usage excessif de la force. N'a-t-il pas été lui-même violenté par ce régime quand il était dans l'opposition ? Tiébilé Dramé était où quand le régime, à travers sa police politique, tirait sur les gens à Konsiga, à Keniéba, à Kayes et à Sikasso ? Est-ce seulement aujourd'hui que le PARENA s'est rendu compte du « détournement des missions de la Force Spéciale anti-terroriste (FORSAT) » ?

Tiébilé Dramé et le PARENA ne font-ils pas preuve de populisme quand ils déclarent « avoir très tôt perçu les risques déstabilisateurs des résultats de la Cour Constitutionnelle et prôné le rétablissement des résultats proclamés par le Ministère de l'Administration Territoriale ? En effet, qui a entendu le PARENA exiger le rétablissement des résultats proclamés par le Ministère de l'Administration Territoriale ? Chercheraient-ils aujourd'hui à avoir un point de chute dans le M5-RFP, à travers leur demande de libération des leaders de la contestation interpellés les 10 et 11 juillet et l'ouverture immédiate d'un dialogue avec le M5-RFP ?

Une seule certitude : jamais l'opposition malienne n'acceptera Tiébilé Dramé dans ses rangs !

Idem pour Housseini Amion Guindo de la CODEM, lui qui exige le limogeage du Premier ministre Boubou Cissé, la dissolution totale de l'Assemblée Nationale et la formation d'un gouvernement de consensus.

Lui aussi, à l'image de Tiébilé Dramé, ne sera plus jamais accepté à l'opposition, et sa demande de « la libération des personnes arrêtées et la démission du Premier ministre Dr Boubou Cissé pour donner tout son sens et sa chance au consensus », n'y changera rien, qu'il accepte oui ou non de participer à un gouvernement non consensuel en l'état !

On sait que le parti CODEM a encore du mal à digérer sa mise à l'écart dans le processus de mise en place du bureau de l'Assemblée Nationale dans lequel il ne compte aucun député ! Tout comme d'ailleurs au sein des commissions parlementaires, encore moins pour ce qui concerne les commissaires et suppléants désignés pour siéger au sein de la Haute Cour de Justice ! Pire, le Cofop n'a pas retenu la

candidature de Poulo qui, par conséquent n'a pas été consulté par Boubou Cissé. Il a d'ailleurs suspendu sa participation à ce regroupement pour ce crime delèse-intérêts.

Mais Poulo et ses gars doivent consentir à se chercher un autre point de chute, pas dans l'opposition qui ne saurait accepter d'être le souffre-douleur de qui que ce soit !

Quid donc de Soumeylou Boubèye Maïga ? Pour cecelui-ci, n'en parlons même pas ! En effet, on s'étonne de voir ce dernier s'« étonner » de voir « qu'il ait fallu (ndlr : à IBK) plus d'un mois, des morts, des blessés, des destructions de biens publics et privés pour prendre une décision qui s'imposait d'elle-même, mais qu'on prétendait juridiquement impossible » ! Lui-même a fait combien de martyrs dans ce pays au plus fort de l'idylle entre lui et IBK en tant que super Premier ministre ?

En mot, il lui faudra plus que des « acteurs hybrides », il devra plutôt accepter lui-même d'être un acteur hybride pour se faire une place au soleil dans le Mali nouveau en gestation !

■ Yama DIALLO

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Le régime tue le Mali va de mal en pis !

Les messages d'apaisement des leaders religieux et des notabilités coutumières n'ont pas été entendus ni par le gouvernement qui continue à tuer, ni par les manifestants qui continuent à se défendre en posant des barricades. Ils sont plutôt tombés dans des oreilles de sourds. Jusqu'où nous conduira cette désobéissance civile ?

La journée du lundi a été un véritable cauchemar pour la population malienne. Après un week-end mouvementé, ayant conduit le Mali dans l'abîme, les manifestations ont repris de plus belle dans la capitale Bamako et dans plusieurs régions. Les manifestants semblent être déterminés à poursuivre la lutte dans le but d'obliger le Président de la République à accepter leurs doléances. Des routes sont barricadées à nouveau dans la capitale malienne et dans certains chefs-lieux de région. La situation est très tendue entre policiers et manifestants. Les jeunes ont érigé des barrages pratiquement sur tous les axes, bloquant ainsi la circulation. L'axe menant au pont Fahd de Bamako était impraticable, à cause de la détermination des jeunes. Presque tous les quartiers de la capitale sont perturbés par le mouvement de désobéissance civile. Des informations font état de coups de feu entendus à Badalabougou, non loin de la mosquée de l'imam Dicko. La question qui hante tous les esprits est de savoir pourquoi une telle présence des forces de l'ordre seulement à Badalabougou. La population de ce quartier populaire de la capitale est très furieuse et demande la démission du Président de la République. Cette interrogation mérite une réponse claire, sans ambiguïté, pour tenter de calmer l'ardeur des partisans de l'imam. Les forces de l'ordre tentent de disperser la foule tant bien que mal, souvent avec violence. Elles usent de gaz lacrymogène et même de balles réelles sans arriver à faire replier les contestataires. L'on a l'impression que les jeunes ont des anti-lacrymogènes pour ne pas inhaler la substance. Le spectacle est peu reluisant et dépasse tout commentaire. Cependant, la situation est très loin de connaître son épilogue. Les Bamakois vivent dans l'angoisse et l'amertume. La vie tourne au ralenti, toutes les activités économiques sont au point mort. En plus de la fermeture des banques, plusieurs boutiques et magasins ont emboîté le pas par peur d'être victime d'acte de vandalisme et de pillage. En fait, Bamako était une véritable



ville fantôme hier.

La grogne sociale semble s'emparer de tout le pays. La fièvre de la protestation s'est vite répandue dans les autres localités du pays. Comme par rivalité, des populations de plusieurs capitales régionales sont sorties également pour exprimer leur mécontentement avec une détermination qui reflète leur ras-le-bol. L'axe Kayes-Sénégal a été coupé par les manifestants. L'arrêt des camions-remorques sur ce corridor impactera négativement sur une économie déjà à ras le sol ; cela à cause de plusieurs facteurs endogènes et exogènes. Très prompts à réagir quand il s'agit de manifester, après quelques jours d'accalmie, les jeunes du Kéné Dougou sont sortis en masse pour couper l'axe Bamako-Sikasso. Cette attitude est due à l'exacerbation de la situation. Toutes les activités sont interrompues. Les manifestants se disent plus que jamais requinqués. Cette position se conforte par les nouvelles tournures de la situation. Dans cette ville, comme dans plusieurs autres, les ser-

vices publics et parapublics sont fermés.

Des actes de vandalisme

Dans la journée du dimanche, le tribunal de la Commune V et le siège du RPM ont reçu la visite d'une foule hyper remontée contre les dernières évolutions de la situation. Malgré la réticence de certains manifestants à s'en prendre aux édifices publics, ces deux structures ont été saccagées et pillées. Cette scène s'est déroulée juste après l'inhumation des victimes de cette crise. Plus grave, des documents judiciaires très importants se sont retrouvés dans des endroits inappropriés.

Des stations et des alimentations appartenant à des opérateurs économiques étrangers ont été dévalisées. Une situation qui risquerait d'empêcher ceux-ci de revenir investir dans notre pays, après le retour au calme. Retournons à nos fondamentaux pour circonscrire les dégâts. Le Mali se trouve au bord de la margelle du puits.

■ Ibrahim Sanogo

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Entretien avec Fatoumata Keita, promotrice de “Figura Editions” : “J’ambitionne de donner plus de visibilité aux ouvrages maliens et africains”

“ Je demande aux jeunes d’être patients, d’accorder du temps à leur production littéraire ”

Ecrivaine de renom, Fatoumata Keita aspire désormais à aider à la promotion de la littérature malienne et africaine d’une toute autre manière. C’est dans cette optique qu’elle s’est invitée dans l’édition à travers la création d’une maison d’édition dénommée Figura Editions, avec laquelle elle ambitionne de révolutionner le monde de l’édition livresque au Mali. Dans cet entretien exclusif, l’auteure de la célèbre trilogie composée de “Sous fer”, “Quand les cauris se taisent” et “Les mamelles de l’amour”, nous parle, entre autres, de la particularité, des ambitions...de sa maison d’édition. Ecrivaine d’expérience avec une dizaine d’ouvrages à son actif, elle livre des précieux conseils aux jeunes écrivains qu’elle invite à une réinvention de l’Afrique par les Lettres.

Aujourd’hui-Mali : Vous venez de créer une Maison d’édition du nom de Figura Editions, pouvez-vous nous la présenter ?

Figura Editions est, si je peux le dire ainsi, la plus jeune des maisons d’édition de livres au Mali, pour le moment. Elle est officiellement opérationnelle depuis septembre 2019. Notre objectif, c’est l’Afrique. Figura Editions édite des livres d’auteurs maliens et africains. La littérature africaine parce que les autres éditeurs ont toujours eu des problèmes avec les œuvres africaines. Une œuvre est portée par des langues et ces langues ont forcément leur incidence sur l’écriture. C’est à l’Afrique aujourd’hui de porter sa littérature.

A Figura Editions, nous avons cinq collections, à savoir Les grandes voix d’Afrique, Grandes figures du Mali, Contes et Légendes de l’Afrique et Djiguya (espoir). Cette dernière collection est destinée à des jeunes et enfants que nous encadrons à travers des ateliers d’écriture et à certains, nous trouvons des mentors. Ces jeunes sont âgés de 8 à 25 ans.



Que signifie le mot Figura et pourquoi son choix ?

Figura est le nom de mon village d’origine. Il est l’un des plus vieux villages du Mandé, après Wanda et Niani. Figura était un village de Wanda, mais il va être déplacé par le gré des grandes invasions de Massassi de Kaarta, sur la rive gauche de Kangaba dans la commune de Maramabougou. Le mot Figura signifie ceux qui se sont déplacés d’un point à un autre. J’ai choisi son nom ni parce qu’il est l’un des plus anciens villages du Mandé ni pour sa richesse culturelle, mais par ce que ce village m’a apporté. Il m’a permis de me reconstruire culturellement. Les deux années de ma scolarité que j’ai passées dans ce village ont beaucoup contribué à l’écriture de ma trilogie. Ce séjour à Figura m’a permis de découvrir les cultures de mon milieu d’origine.

Ecrivaine, vous vous lancez dans l’édition. Peut-on savoir ce qui a motivé ce choix ?

Plusieurs raisons ont motivé mon choix à me lancer dans l’édition. Dans un premier temps, il arrive que nous ayons beaucoup de choses qu’on a envie de partager. Il arrive aussi souvent qu’on n’a pas envie que nos frères et sœurs et nos enfants vivent les difficultés que nous avons vécues. Aussi, j’ai un capital d’expériences dans la littérature pour enfants pour avoir travaillé pour une organisation internationale où je fais de la production de matériels didactiques depuis 2009. A la fin de ces projets, l’organisation s’en va avec les livres parce que nous n’avons aucun droit sur ces livres qui sont pour le Ministère et quand celui-ci n’a pas les moyens d’imprimer ces ouvrages, ils ne sont pas exploités chez nous. A un moment donné, je dis que c’est un gâchis, d’autant plus que je peux mettre cette compétence de façon définitive à la disposition de mon pays en produisant des œuvres qui vont rester chez nous. Des ouvrages que je peux imprimer quand je veux.

J’ai publié chez plusieurs maisons d’édition au Mali comme ailleurs, mais sans satisfaction

réelle. La plupart de mes œuvres ont été publiées chez La Sahélienne, souvent en coédition avec L'Harmattan. Je salue ces deux maisons de passage, notamment La Sahélienne qui m'a donné la visibilité qu'elle a pu, mais elle a eu ses limites comme toute œuvre humaine. Cependant, malgré les efforts de ces maisons, mes œuvres n'ont pas la visibilité qu'elles méritaient sur la scène internationale. Les Maisons d'Éditions maliennes n'ont pas de soutien sur le plan de la visibilité. Je compte, à travers Figura Éditions, œuvrer à donner plus de visibilité à nos ouvrages maliens et africains. J'envisage également des partenariats avec des maisons d'éditions étrangères pour plus de visibilité pour nos livres. C'est le lieu pour moi de saluer toutes les personnes qui ont contribué à la création de cette maison car j'ai eu des soutiens sans lesquels le projet ne verrait peut-être pas le jour. J'espère pouvoir faire honneur à toutes ces personnes qui ont cru en moi et qui m'ont soutenue.

Qu'est ce qui fait la particularité de Figura Editions ?

Nous avons une centaine de maisons d'édition au Mali, mais rares sont celles qui ont un comité de lecture. A Figura Editions, nous en avons. Je pense que si nous voulons une littérature compétitive sur la scène internationale, il faut qu'on mette du sérieux dans notre Édition. Mon comité de lecture n'est pas composé que de Maliens. J'ai des professeurs des universités du Mali, du Burkina, des professeurs de la Sorbonne à Paris. Je remercie ces personnes qui essayent de m'aider. Nous comptons produire 10 livres par an. Je veux que les livres que je produis soient de bons livres car si je décide de faire quelque chose, je le fais bien. Mon ambition est que Figura Editions soit comptée parmi les meilleures maisons d'édition du Mali. Cauris Éditions est l'une des maisons d'éditions qui m'inspire au Mali car à plusieurs de mes voyages à l'étranger, je vois des ouvrages de Cauris Éditions dans les rayons des pays étrangers.

L'on peut dire que vous êtes désormais votre propre éditrice ?

Oui, on peut dire ça ! Cependant, hormis les

livres pour enfants, je ne projette pas de m'éditer en me relisant moi-même. Je n'ai d'ailleurs plus envie d'écrire encore de livres à part les livres pour enfants, mais ma muse me surprend ces derniers temps et je me vois en train de commencer un autre roman comme une suite de la trilogie. S'il arrive que mon roman soit publié, je le publierais en coédition avec une autre maison d'Édition. Je crois, ce serait La Continentale, une maison d'édition française avec laquelle je suis déjà en discussion pour une éventuelle collaboration. Cette maison envisage d'acheter même une part des droits de ma trilogie qu'elle souhaite republier. La Continentale promet, à travers cette republication, de me donner plus de visibilité à travers le monde. Mais la trilogie est encore sous les droits de La Sahélienne jusqu'en mai 2021. Cette collaboration entre Figura Editions et La Continentale me tient vraiment à cœur car je crois qu'elle sera une grande opportunité sur le plan visibilité pour ma jeune maison.

Quelles sont les difficultés auxquelles vous êtes confrontée pour ce début dans le monde de l'édition ?

Les difficultés pour nos débuts sont financières. C'est pratiquement le problème dans toutes les maisons d'éditions. Mais moi, j'ai la chance d'avoir, dans mon comité de lecture, des personnes bénévoles qui ont décidé d'eux-mêmes de m'accompagner. Des personnes que je ne paye pas à la fin du mois.

J'ai la chance d'avoir une écrivaine très connue du Burkina Faso, du nom de Bernadette Dao, dont les œuvres ont bercé de nombreux générations. La deuxième grande difficulté c'est la distribution. Je suis toujours à la recherche de dépôts dans plusieurs pays. J'ai déjà quelques pays où les livres de Figura seront distribués. La question de distribution à l'international reste entière, mais nous cherchons à résoudre cette équation pour la plus grande visibilité de nos ouvrages en Afrique et dans le reste du monde, notamment en Europe.

Avez-vous un message à l'endroit des écrivains maliens, notamment les jeunes ?

Je reçois beaucoup de manuscrits, mais je rejette bon nombre d'entre eux, malheureusement. Il y en a que j'ai décidé d'aider à s'améliorer et à murir leur œuvre. L'un des problèmes de certains jeunes écrivains, c'est qu'ils pensent que ce qu'ils écrivent est intou-

chable. Mais rares sont les auteurs dont on ne change pas grand-chose dans leurs écrits. Même moi, quand j'écris un livre, je l'envoie à beaucoup de personnes qui font leurs remarques. Des remarques qui m'aident à améliorer mon livre. Je demande aux jeunes d'être patients, d'accorder du temps à leur production littéraire. Ils ont la vie devant eux. Je leur demande de mettre leur cœur, leur temps et leur sueur dans leur œuvre. Tous les manuscrits ne sont pas éditables. Il faut qu'ils prennent le temps pour faire de belles œuvres.

Si j'écris un livre, je mets un an pour le relire et l'améliorer. Par exemple, mon roman *Sous Fer* m'a pris environ 10 ans pour pouvoir y mettre tout ce que j'ai comme richesse intellectuelle. Les deux autres volets de la trilogie, notamment *Quand les cauris se taisent* et *Les mamelles de l'amour*, que j'ai écrits simultanément, m'ont pris 3 ans pour être éditables. Tout ce que j'avais comme richesses en termes de tournures grammaticales, forme poétique, figure de style, je revenais à l'œuvre pour les y porter. Je pense qu'on a besoin d'expérience aussi dans l'écriture. Je dis aux jeunes d'être patients. Nous avons toute notre vie pour écrire. Mon désir est vraiment d'aider les enfants écrivains, mais il faut qu'ils se donnent du temps pour faire du bon travail. Je demande également aux jeunes de lire car la lecture les aide énormément dans l'écriture de leur livre.

Quel sera votre mot de la fin ?

Je vous remercie vous et votre journal pour votre intérêt pour la promotion du livre au Mali. Je remercie toutes les personnes qui m'aident à visage découvert ou couvert pour la réussite de Figura Édition. C'est le lieu aussi de remercier tous nos partenaires, notamment Binthily Communication et Imprim-Services qui sont des partenaires très précieux pour moi. Je dis à la jeunesse qu'on a à écrire l'Afrique. Écrire l'Afrique et réinventer l'Afrique, c'est d'abord par la littérature, c'est dans les mots, dans les concepts. C'est de pouvoir expliquer l'Afrique au reste du monde et cela passe par nous les producteurs d'idées. Nous avons du pain sur la planche.

■ Réalisée par Youssouf KONE

Procès Khalifa Sall : Le juge Tèliko reconnaît une erreur...

Le président de l'Union des magistrats du Sénégal, Souleymane Tèliko, reconnaît qu'il y avait une erreur lors du procès opposant Khalifa Sall et Cie à l'Etat du Sénégal.

Les droits de l'ex-maire de Dakar violés

Sur cette affaire, la Cour de la CEDEAO avait rendu un arrêt pour solliciter la libération de l'ancien maire de Dakar et de ses codétenus parce que certains de leurs droits ont été violés dans le cadre de la procédure ayant conduit à leur condamnation en première instance. Invité sur Iradio, le juge Tèliko confirme la Cour. "Le problème juridique qui s'était posé,



c'était sur l'affaire Khalifa Sall. Là, effectivement, je peux considérer que la Cour de Justice de la CEDEAO avait raison parce qu'il y avait d'une part, la violation de la présomption d'innocence et d'autre part, une violation des droits de la défense par la Justice sénégalaise. Cela est clair", a-t-il déclaré.

Pour le bien de la justice

Il estime que la justice sénégalaise dispose de toutes les ressources humaines de qualité, qui peuvent épargner ce genre de déconvenue. Selon lui, pour éviter pareilles situations, "il faudrait beaucoup de débats sur toutes ces questions-là pour qu'on en tire les enseignements nécessaires du point de vue juridique et si on doit modifier les dispositions, on le fait pour le bien de la Justice".

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest



Paris : Le collectif pour la transition en Guinée exige le départ d'Alpha Condé

« Aujourd'hui, la constitution officielle guinéenne est juridiquement illégale, totalement inopérante, elle est nulle et non avenue. La Guinée se retrouve dans un système qui est assez exceptionnelle et extraordinaire d'un régime qui n'est basé sur rien... »

Le double scrutin du 22 mars dernier qui a accouché d'une assemblée nationale contestée par l'opposition et d'un référendum qui a permis au régime d'Alpha Condé de mettre en place une nouvelle constitution lui ouvrant la voie à un 3ème mandat, continue de faire des tollés. C'est au tour de la diaspora, réunie au sein du « Collectif pour une transition en Guinée » CTG, de hausser le ton.

Ce collectif, créé il y a deux mois, a tenu sa première conférence de presse ce samedi, 11 juillet 2020, à Paris, avec pour réclamation

principale, une transition pour empêcher une présidence à vie pour Alpha Condé.

D'entrée de jeu, le porte-parole du collectif Ibrahima Sorel Keita a fait une réquisition très sévère contre le régime de Conakry.

« Je suis ravi de cette phase deux des activités du collectif pour la transition en Guinée. La phase une était le lancement du collectif il y a deux mois. C'était un lancement tonitruant, très important avec des réactions positives de l'ensemble de la diaspora et de tous ceux qui s'intéressent à la Guinée qu'ils soient Guinéens ou non. Ce lancement a été spontané au regard du drame vécu par les populations guinéennes. Au mois de mai dernier, nous avons eu le temps de travailler sur des dossiers ce qui nous a permis de constituer des groupes d'experts techniques, juridiques et judiciaires (...)

Depuis mi-juin, nous entamons la phase deux du collectif. Cette phase nécessitait une rencontre de type, c'est la première conférence de presse et ça ne sera pas la dernière. Nous allons multiplier ce genre d'initiatives parce qu'un certain nombre de médias nous accompagnent et suivent ces événements de très près, car ce qui se passe en Guinée ne concerne pas que les Guinéens, mais ceux qui doivent être au premier plan sont les Guinéens parce qu'il s'agit de l'avenir de leur pays.

La constitution du 22 mars, selon Keita Sorel

« Aujourd'hui, la constitution officielle guinéenne est juridiquement illégale, totalement inopérante, elle est nulle et non avenue. La Guinée se retrouve dans un système qui est assez exceptionnelle et extraordinaire d'un régime qui n'est basé sur rien. Vous savez que la constitution c'est la loi Fondamentale, ce sont les principes qui gouvernent un Etat. Si vous n'avez pas une constitution légale, vous n'avez pas de principes de gouvernement et tout cela est dû à la médiocrité de nos dirigeants. Les gens qui ont rédigé cette constitution dans sa première version, ce sont des gens qui n'avaient pas de niveau suffisant pour

faire un texte dénué de toutes erreurs et de toutes irrégularités. Par la suite, ils s'en sont aperçus que si les Occidentaux ou les gens qui ont un minimum de connaissance juridique voient ça, ce n'est pas bon ; donc, ils ont changé sans se préoccuper des conséquences juridiques. La raison est très simple, c'est parce que la justice est aux ordres en Guinée. Ce ne sont certainement pas tous les juges car nous ne voulons pas faire de l'amalgame. Nous considérons qu'il y a des gens qui font partie de la majorité présidentielle qui sont honnêtes et essayent de faire le travail comme ils peuvent, mais qui sont enfermés et assaillis dans un système qui les empêche de donner le meilleur d'eux même. C'est ce système que nous combattons... »

Aida, Sénégalaise-Guinéenne, un des premiers signataires du CTG engagés à déclencher la transition en Guinée, a voulu aussi se faire entendre sur ses engagements et la situation socio-politique de son pays de cœur.

« J'ai tout de suite adhéré aux idéaux du collectif parce que je trouve inadmissible qu'un pays aussi riche que la Guinée se retrouve au rang des pays les plus pauvres de la terre. Quand je vois ce pays que j'aime tant (ayant une maman guinéenne), avec toutes les atrocités et tous les bruits qui courent, je ne pouvais que me joindre à la lutte. L'une de mes peurs pour ce pays est que les ethnies s'embrasent, qu'il y ait une guerre civile et que le pays sombre à l'image d'autres pays de la sous-région que nous avons connus. Malheureusement, si on laisse les choses se faire et que ça continue comme ça, on ferait face à une réalité qui va nous tomber dessus. Nous sommes face à des personnes qui sont sourdes, muettes et prêtes à mourir au pouvoir alors que la constitution ne le permet pas. Continuons donc ce combat jusqu'au bout surtout les femmes... », a-t-elle déclaré.

Makaila, activiste blogueur tchadien qui avait été expulsé de son pays puis du Sénégal à cause de ses prises de position contre le président Idriss Déby et finalement accueilli en Guinée avant d'atterrir en France, a pour sa part déploré l'attitude du pouvoir en place privant la Guinée d'une alternance démocratique. «...J'ai une fois eu Alpha Condé au téléphone en 2015, je lui ai dit Monsieur le président, il est temps de passer la main pour qu'il y ait une transition démocratique en Guinée. Il m'a répondu : je suis un démocrate au moment venu je passerai la main. A ma grande surprise, j'apprends que la situation se dégrade dans le pays, car je suis en lien avec les membres du FNDC (Front National pour la Défense de la Constitution). En tout cas, la situation est inquiétante et les défis sont nombreux. Il faut faire appel à des mobilisations, en dehors même de la Guinée de toutes les forces démocratiques africaines et européennes. La seule issue possible est que Alpha Condé renonce à sa candidature personnelle... », a-t-il souhaité.

Ensuite, Thoma Dietrich, journaliste et écrivain français qui a séjourné en Guinée en février dernier, à sa prise de parole, a salué le courage des Guinéens. Il a exprimé son admiration vis-à-vis de cette population éprise de liberté qui se relève toujours même après avoir subi les oppressions des différents gouvernements. Il a aussi rappelé les liens entre la France et la Guinée malgré le « Non » historique de Sékou Touré et aussi le soutien de certains du réseau socialiste français à Alpha Condé eu égard à la dérive autoritaire, la répression et les tueries dans le pays. Puis, il a évoqué sa découverte du réseau mafieux de certaines entreprises minières française en Guinée soutenues par des politiques en France...

Pour finir, il a réitéré que le combat des Guinéens ne peut être mené que par des Guinéens

et pour les Guinéens.

Le porte-parole du collectif, M. Keita, s'est également exprimé sur la marche du 20 juillet du FNDC en cette période de pandémie de la COVID-19. À cet effet, il a appelé à la bienveillance de tous à respecter les gestes barrières et le port des masques et l'usage de désinfectant pour les mains. Pour lui, l'essentiel est d'aller jusqu'au bout il n'est plus question de se laisser intimider par le pouvoir en place. « Cette marche doit avoir lieu et la population doit exprimer son ras-le-bol et exiger le départ d'Alpha Condé pour éviter la présidence à vie », a-t-il fermement affirmé.

Dans un futur proche, le CTG par la voie de son porte-parole entend mettre en place plusieurs stratégies en collaboration avec les organisations des droits de l'homme, pour rencontrer l'Union européenne et plusieurs organismes internationaux pour maintenir la pression sur la Guinée voire restreindre leur soutien financier à la Guinée, chose qui ne devrait pas avoir assez d'impact sur la population. Puisque selon M. Keita, ces financements sont en général détournés de leurs objectifs. D'autres stratégies qu'il ne souhaite pas énoncer, déclarait-il, viendront s'y ajouter pour empêcher le projet de 3e mandat du président Alpha Condé.

Pour terminer, au nom du CTG, Sorel Keita a insisté sur le fait qu'un gouvernement de transition conduit par un Conseil National de la Transition devrait remplacer celui en place dès octobre pour préparer le pays et les institutions pour des futures élections libres et transparentes et accepter de tous. C'est la mission principale de ce collectif de jeunes guinéens de la diaspora.

Mais la grande question est de savoir comment il compte y arriver.

Attendez de voir !



Le DNI recommande l'arrêt de toute expropriation des terrains de jeu de la jeunesse :

Une mesure qui enchante les Super Lionnes de Hamdallaye



Le Dialogue national inclusif, dans ses recommandations, demande l'arrêt de toute tentative d'expropriation de terrains de jeu de la jeunesse. Une mesure qui doit s'appliquer au contentieux devenu une grande préoccupation de la jeunesse de Bamako, notamment le litige foncier imposé par les prétentions des héritiers de feu Siriman Koné sur le terrain de football des Super Lionnes, situé derrière le cimetière de Hamdallaye. Selon un des membres d'une des nombreuses associations mobilisées pour défendre la propriété des Super Lionnes, malgré cette importante décision, la mobilisation et

la vigilance restent de mise.

Tant que les joueuses ne seront pas remises dans leurs droits, nous n'allons pas laisser tomber cette affaire", disait Soungalo Koné, président de l'Union des associations et coordinations d'associations pour le développement et la défense des droits des démunis (Uacdddd), à propos de la spéculation foncière sur le terrain des Super-Lionnes de Hamdallaye. C'était lors d'un meeting qui enregistrait, outre les membres de l'Uacdddd, une forte mobilisation des dirigeants des Super-lionnes d'Hamdallaye et de leurs nombreux supporters.

L'Uacdddd est l'une des grandes organisations qui s'étaient mobilisées pour joindre leurs actions à celles de la jeunesse de Bamako en général et de la Commune IV en particulier, afin de se ranger derrière les Super Lionnes et leurs dirigeants entraînés dans un conflit foncier suite aux prétentions des héritiers de feu Siriman Koné.

Curieusement, c'est que le terrain en question se trouve en Commune III de Bamako, mais les héritiers de feu Siriman Koné se sont débrouillés pour obtenir un jugement d'expulsion prononcé par la Commune IV de Bamako. Ce qui était fortement dénoncé en son temps et était suffisamment mobilisateur parce que perçu en son temps comme un signe d'injustice notoire.

Rappelons que le terrain en question a été accordé à des fins sportives par le maire de la Commune III d'alors, Abdel Kader Sidibé, en 2007. Il est situé en Commune III, contiguë au cimetière de Hamdallaye, lequel se trouve sous la juridiction de la Commune III. Pour preuve, comme le précisait l'avocat des Super Lionnes, Me Mamadou Camara, "à chaque commémoration de la mémoire de feu le Président Modibo Kéita, le président de la République en exercice est accueilli audit cimetière par le maire de la Commune III et non celui de la Commune IV."

De toute façon, ce problème et tant d'autres du genre signalés aux autorités, ont été pris en compte par le Dialogue national inclusif, lequel dans ses recommandations, notamment dans la thématique Jeunesse et Sports, a bien précisé que le gouvernement devra poursuivre l'effort d'identification, d'expropriation/retrait et de sécurisation des espaces dédiés au sport et aux loisirs.

Puisque les recommandations du Dialogue national inclusif sont souvent évoquées comme un bréviaire pour poser des actes au plan national, espérons que la jeunesse ne sera pas sacrifiée en oubliant de lui appliquer lesdites recommandations à l'image de celles politiques, voire politiciennes.

En tout cas, la mesure, salutaire, enchante évidemment du côté des Super Lionnes où la vigilance est de mise. Du côté de toutes les associations et mouvements de soutien, la mobilisation ne faiblit pas non plus.

■ A.B.N.



Bélier (21 mars - 19 avril)

Plutôt que de rentrer dans des confrontations musclées, vous mettrez le focus sur la stratégie « du rassembler plutôt que diviser ». Et cela marchera. Avec une équipe galvanisée, vous parviendrez à terminer dans les temps un chantier ou dossier compliqué.

L'équilibre de votre budget sera le cadet de vos soucis. Vous aurez surtout envie de vous faire plaisir et de vous acheter tout ce qui vous passera par la tête. Attention toutefois à ne pas dépasser les limites disponibles, car vous en ferez les frais.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Si votre tâche est routinière, une opportunité vous amènera à changer d'orientation. Vous devrez passer par une formation pour que le changement devienne effectif, mais la perspective d'une évolution vous incitera à tenter cette aventure professionnelle.

Une contrariété vous fera sortir de vos gonds. Vos désaccords porteront sur des questions financières ou sur les clauses d'un contrat qui n'auront pas été respectées. Vérifiez aussi les documents administratifs comme les assurances ou les impôts.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous travaillez avec des personnes compétentes. Elles vous aident à avancer plus vite sans vous fatiguer. Une nouvelle activité démarre et elle vous plaît. Un rapprochement peut se faire avec un collaborateur. Cette complicité vous encourage pour travailler.

Les dépenses peuvent concerner les sorties et les plaisirs. Vénus en Balance vous donne la possibilité d'avoir un budget plus important pour les dépenses. La tranquillité d'esprit vous accompagne. Mais la prudence reste de mise pour conserver la stabilité.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Dans la société où vous travaillez, vous aurez le sentiment d'être la cinquième roue du carrosse. À votre décharge, vous aurez tout de même des éléments qui conforteront votre impression : des réunions qui se déroulent sans vous, avancement bloqué, etc.

Très mal guidé par Saturne, vous prendrez un cap financier qui vous conduira droit sur des délais difficiles à tenir ou sur un dépassement de votre découvert. Le fait de vous trouver déjà en milieu de mois, en manque d'argent, vous rendra aigri.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous penserez avancer d'un petit pas, alors que vous ferez un grand bond en avant dans votre activité. On ne vous reconnaîtra pas dans cette humilité et certains se demanderont si vous serez sincère ou s'il s'agira d'une tactique pour vous glorifier.

Vous ne baisserez pas les bras, même si tout semblera concourir à vous décourager sur le plan financier. Vous aurez des atouts dans votre manche et vous abattrez vos cartes positives à la dernière minute afin de remporter le jackpot qui vous reviendra.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Venant vous appuyer, Uranus vous poussera à élever votre niveau d'ambition ou à travailler davantage. Cette planète soutiendra vos projets, vous fabriquera un réseau en béton et vous apportera un supplément de chance qui fera toute la différence.

Bien placé dans votre secteur II, Mercure vous sera d'une aide précieuse pour faire le point sur l'ensemble de vos engagements, de façon à vérifier qu'ils soient bien adaptés à vos besoins. Moyennant quoi, votre budget sera stabilisé et équilibré.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Un supérieur hiérarchique peut vous demander un rendez-vous. Il flotte dans l'air une ambiance favorable à votre évolution. La journée pourrait vous apporter un nouveau contrat. Des pourparlers vont dans ce sens. Faites attention aux clauses dans le contrat.

Peu d'inquiétude est à venir et vous avez bien raison. Les astres permettent de vivre au-dessus de vos moyens. Pourtant, la crainte n'est pas là. Vous restez confiant dans votre relation à l'argent. Un budget suffisant permet de tenir l'équilibre financier.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous n'aurez plus du tout envie de papoter avec vos collègues. Ce sera silence radio ! Côté travail, en revanche, pas de stress et encore moins de dossiers complexes à traiter..., le rêve ! Profitez-en, car cela ne pourra pas durer indéfiniment.

À la manière d'un ministre des finances, vous proposerez à votre famille un budget pour la rentrée de septembre. Comme de bien entendu, il ne fera pas l'unanimité. Pour éviter les querelles interminables, vous allez procéder à un vote. C'est la démocratie !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

La tête pleine de projets et avec des idées nouvelles pour avancer dans votre secteur professionnel, les réponses mitigées pour certaines, voire franchement hostiles pour d'autres vous refroidiront. Vous aurez un atout de taille qui changera la donne.

Bien que très optimiste sur vos chances financières, vous écouterez la voie de la raison et du compromis afin de ne pas mettre tous vos oeufs dans le même panier. Vous pourriez d'ailleurs faire appel à un conseil avisé, aidé par Mercure en Balance.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vos responsabilités seront au premier plan et, comme tout Capricorne qui se respecte, plus on vous en confiera, plus vous aurez l'impression d'avoir de la valeur. Mais certaines d'entre elles seront lourdes et vous prendront un temps considérable.

Vous devrez faire attention à de possibles irrégularités, notamment si vous attendez une rentrée d'argent de type versement de primes. Même conseil, si vous négociez des échéances de remboursement. Vérifiez que tout sera conforme à vos intérêts.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous aimeriez trouver un poste qui vous met en avant. Votre caractère affirmé ne passe pas inaperçu. Une recherche d'un nouveau travail vous séduit. Les recherches se multiplient. Elles peuvent vous conduire vers des profils de postes intéressants.

Pensez à mieux gérer le budget. Il règne un contexte de fortes dépenses. Hélas votre meilleure volonté cède aux tentations. Le shopping peut être un moment de frais multiples. Des regrets sont possibles. Peu d'économie est possible pour le moment.



Poisson (19 février - 21 mars)

Côté professionnel, vous avez assez de talent pour aller là où personne n'ose s'aventurer. Du coup, vous redonnerez un sens aux initiatives en pariant sur la réussite à grande échelle. Avec la Lune noire en embuscade, vous ne vous contenterez pas des miettes.

En ce début de semaine, vous serez doublement prudent. Extrêmement réaliste, vous anticiperez vos besoins financiers, ainsi que ceux de votre entourage. À titre personnel, vous aurez toujours une poire pour la soif... C'est-à-dire, des économies..

**Promo
Modem 4G**



29 000 FCFA
au lieu de ~~39 900F~~

- 25%



**5 Go
offerts**

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700
www.malitel.ml
www.facebook.com/malitel.official

SPiRiT